



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

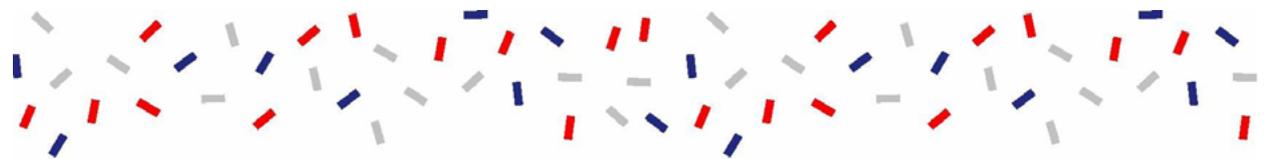
[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

États-Unis, Chine, Soudan, Stéréotypes de genre, Désinformation, Défense

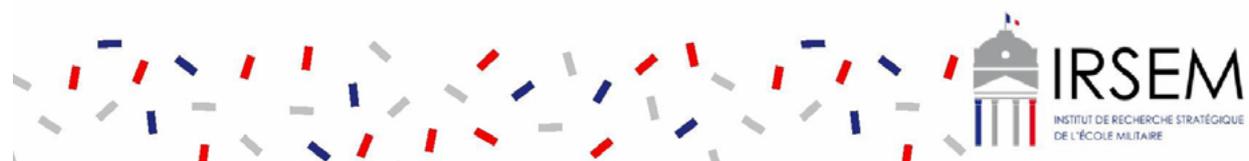
[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



[À VENIR \(p. 18\)](#)



MEILLEURS VOEUX



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à trois nouveaux chercheurs : Maxime AUDINET, Camille BRUGIER et Emmanuel DREYFUS.



[Maxime Audinet](#) est docteur en science politique et en études slaves de l'Université Paris Nanterre (CRPM). Il a rejoint l'IRSEM en tant que chercheur Stratégies d'influence et de désinformation dans le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ».

Ses recherches actuelles portent sur les acteurs, les pratiques et les modes de diffusion de l'influence en contexte autoritaire, en particulier dans le champ des opérations informationnelles et de la désinformation. Elles prolongent ses travaux doctoraux sur la sociologie de la diplomatie publique russe post-soviétique (médias internationaux et diplomatie culturelle) et l'interprétation par Moscou du concept de *soft power* (*miagkaïa sila*).

Il a également été chercheur au centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) entre 2018 et 2020 et a réalisé plusieurs terrains et séjours de recherche en Russie et en Ukraine. Il a enseigné à Sciences Po Paris, à l'Université Paris Nanterre et à l'Université Paris-VIII. Il est diplômé du master recherche de science politique (mention « théorie politique ») de l'école doctorale de Sciences Po Paris.



[Camille Brugier](#), titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut universitaire européen (Florence, Italie), a rejoint le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » comme chercheuse Chine. Ses recherches actuelles portent sur les relations franco-chinoises et sino-européennes

dans le contexte de la « guerre commerciale » et du développement scientifique et technologique de la Chine dans des domaines dits sensibles. Camille Brugier a été chercheuse invitée à l'EUSS (2013) et à l'Université de Renmin (2015), a travaillé comme chargée de mission Asie/Océanie au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (2018-2020), et a enseigné les relations internationales et les méthodes des sciences sociales à l'Université Toulouse Capitole.



[Emmanuel Dreyfus](#) est chercheur Russie dans le domaine « Espace euratlantique – Russie ». Ses recherches portent sur la modernisation des forces armées russes, la politique étrangère et de défense de Moscou et la place de la Russie dans les nouvelles compétitions de puissance. Son doctorat en prépara-

tion à l'Université Paris 2 (Centre Thucydide) porte sur le rôle des influences étrangères dans la réforme militaire russe initiée en 2008. Emmanuel Dreyfus a également été George F. Kennan Fellow au Kennan Institute du Wilson Center (2019), Visiting Fellow à l'Institute for European, Russian and Eurasian Studies de l'Elliott School of International Affairs, George Washington University (2018-2020), Washington DC. Il a auparavant travaillé pendant plusieurs années en France et à l'étranger, pour les secteurs public et privé, sur les questions de défense et de sécurité en Russie et en Eurasie.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 13 – 4 décembre.

« [La dimension économique de l'affrontement sino-américain en Indo-Pacifique](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

La future administration Biden se dit favorable à rejoindre, sous conditions, l'accord de libre-échange transpacifique (CPTPP) rejeté par Trump, mais l'issue reste incertaine. Cette question est capitale car le poids économique des États-Unis en Indo-Pacifique s'est considérablement réduit depuis 2000, au profit d'une Chine aux ambitions hégémoniques.



Research Paper No. 94 – 7 décembre.

« [Central Armed Police Forces in India: between growth and versatility](#) », by Damien CARRIÈRE, Research Paper No. 94, 16 p. (traduction de la Note de recherche n° 94, parue le 20 avril 2020).

Composed of six specialised corps under the responsibility of the Ministry of Home Affairs, the Central Armed Police Forces in India (CAPF) count in their ranks close to 980,000 men and women. Primarily

responsible for border guarding, counter-terrorism, law enforcement, and counterinsurgency, the CAPF have seen their workforce and budget grow over the past twenty years. Particularly active in Kashmir, in the North-East, and in many central states afflicted by a Maoist rebellion, they are deployed wherever the Central State deems it necessary and where state police forces, more often than not understaffed, are overwhelmed. As the armed wing of the State and pillar of India's domestic security, the CAPF also intervene during natural disasters in order to rescue populations.



Research Paper No. 87 – 9 décembre.

« Israeli Strategy Vs Hezbollah's Increasing Power: Intelligence has become the key », by COL Olivier PASSOT, Research Paper No. 87, 19 p. (traduction de la Note de recherche n° 87, parue le 28 janvier 2020).

Hezbollah's military capabilities never stopped increasing since the Second Lebanon War in summer 2006, when they were already strong enough to hold off the Israeli forces. The militia has accumulated tactical experience in Syria, augmenting its ballistic capacities (precision, range and number of assets), while securing its positions in southern Lebanon. Despite this high threat level, Israeli officials act as if they want to avoid any risk of confrontation. This non-action option is based on a subtle combination of deterrence and containment. For this, the Israelis have a desperate need to know their fiercest enemy although they hardly have any interaction with him. In this regard, they developed an intelligence approach that has become central in their strategy towards Hezbollah. This priority has required huge human and material investments over the past decade. Along came evolutions in military doctrine and technological innovations. In addition, intelligence has outperformed because of Israeli offensive posture, given the high level of tension across the region.



Research Paper No. 97 – 11 décembre.

« Man, the state and the virus. Understanding the health crisis through Theories of International Relations », by Elie BARANETS, 19 p. (traduction de la Note de recherche n° 97, parue le 29 avril 2020).

Theories of international relations are coherent and systematic representations of the world. As such, they can help us understand the health crisis that we have been facing in 2020. The characteristics of the processes that have triggered and continue to accompany the pandemic make it a transnational phenomenon, confirming the perspective of the same name. At all stages of this crisis, the role of the individual is central. Nevertheless, on a closer look, the individual's capacity of action is in fact rather limited. If the virus does not care about borders, it is not the case for those who carry it. Indeed, they rely on the state to solve this crisis, a state whose behavior coincides with what the realist theorists predict. The priority is thus given to the sovereign action of states, which are focused on their own interests, as they take part in a barely concealed power competition.



Brève stratégique n° 14 – 14 décembre.

« Revers pour le "super soldat" aux États-Unis : les enseignements de l'abandon du projet d'exosquelette TALOS », par Pierre BOURGOIS, 2 p.

Le programme TALOS, lancé en 2013, est devenu l'un des symboles de l'ambition états-unienne concernant le développement du « super soldat ». Ce projet, visant à la création d'un système d'armure-exosquelette unifié, a cependant été arrêté, en 2019, sans les résultats escomptés. Quels en sont les principaux enseignements ?



Note de recherche n° 110 – 16 décembre.

« Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan », par Amélie FÉREY et Anne-Laure MAHÉ, 19 p.

La signature, le 23 octobre 2020, d'une déclaration conjointe entre les États-Unis, le Soudan et Israël semble inaugurer une nouvelle ère dans les relations israélo-soudanaises : celle de la normalisation. Les politiques et évo-

lutions concrètes auxquelles renvoie ce terme restent toutefois floues, notamment du fait de l'incertitude de la situation politique soudanaise, le pays ayant entamé une transition démocratique en 2019. Quelles sont les conséquences et la pérennité de cette nouvelle itération de la diplomatie du deal promue par Donald Trump ? Cet accord a été rendu possible par le tandem Trump/Netanyahou qui a su capitaliser sur des conditions structurelles permettant un rapprochement entre les trois États. Sa publicité constitue une rupture avec la diplomatie clandestine menée par Israël dans la région, et affecte différemment les acteurs en présence. Si cette diplomatie d'annonce est recherchée par Donald Trump et Benjamin Netanyahu, qui tentent de traduire ces succès diplomatiques en gains de politique intérieure, elle met en lumière les dissensions au sein de la classe politique soudanaise, dont une partie perçoit le deal comme un « chantage » effectué par les États-Unis en échange du retrait du pays de la liste des États sponsors du terrorisme.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 82 – 1^{er} décembre.

« [“La Fayette nous voilà” ? L’alliance militaire franco-américaine et ses perspectives](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jeffrey LIGHTFOOT et Olivier-Rémy BEL, 1 h 01.

« Le Collimateur » se tourne vers l'autre côté de l'Atlantique, pour parler de l'alliance entre la France et son plus puissant partenaire militaire, les États-Unis, à l'occasion de la parution d'un rapport de l'Atlantic Council, *Sovereign solidarity: France, the US, and alliances in a post-COVID world*, avec ses deux auteurs, Jeffrey Lightfoot et Olivier-Rémy Bel, respectivement *senior fellow* et *visiting fellow* à l'Atlantic Council.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, ils discutent d'abord de l'ancienneté de l'alliance entre la France et les États-Unis, et du poids de cette histoire dans l'esprit des décideurs américains, notamment l'épisode gaulliste et le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN à partir de 1966, puis des conséquences qu'entraîne encore l'épisode 2001-2003 et des grands axes de cette coopération.

Ils abordent ensuite l'actualité de l'alliance otanienne et son adéquation possible avec la construction d'une Europe de la défense, sa complémentarité avec l'annonce récente de la hausse massive du budget de la Défense britannique ainsi que la rivalité industrielle franco-américaine, avant de réfléchir sur ce que les premières nominations de l'administration Biden peuvent indiquer sur l'avenir de la relation franco-américaine.



Dans le viseur #19 – 4 décembre.

« [Caesar à Mossoul](#) », avec Alexandre JUBELIN, 20 mn.

Pour ce nouvel épisode de « Dans le viseur » en partenariat avec l'École de guerre-terre, Alexandre Jubelin reçoit le commandant Étienne qui retrace un déploiement de l'artillerie de marine en Irak en 2017.



Épisode 83 – 8 décembre.

« [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », avec Alexandre JUBELIN, Angélique PALLE et Florian OPILLARD, 58 mn.

[Angélique Palle](#) et [Florian Opillard](#),

deux géographes et chercheurs à l'IRSEM, sont dans « Le Collimateur » pour parler de l'implication des armées dans la crise sanitaire de la Covid-19, autour du chantier de l'ANR Army qui étudie le rôle et la représentation des armées dans la pandémie.

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent par détailler la genèse et les grands axes du projet ANR auquel ils participent, puis font un tour d'horizon de la mobilisation des armées en contexte de Covid-19 sur différents théâtres : la France, l'Italie, l'Allemagne et les États-Unis. Ils reviennent ensuite sur la dimension symbolique du recours à l'armée dans ce contexte, de l'acte de déclarer une guerre au virus, et sur les implicites de la notion de résilience. Puis ils discutent de l'impact de la Covid-19 sur l'appareil militaire lui-même et des parallèles possibles avec Sentinelle. Ils terminent par le programme du projet ANR pour les mois suivants.



Têtes chercheuses #7 – 11 décembre.

« [Mythes et réalités de la “doctrine Guérassimov” et de la guerre hybride russe](#) », avec Emmanuel DREYFUS, 27 mn.

Pour le retour des « Têtes chercheuses », « Le Collimateur » reçoit [Emmanuel Dreyfus](#), nouveau chercheur Russie à l'IRSEM, afin de discuter d'un article ayant créé l'idée d'une pratique russe de guerre hybride, et notamment le mythe de la « doctrine Guérassimov ».



Épisode 84 – 15 décembre.

« [De la dureté](#) », avec le général BURKHARD, chef d'état-major de l'armée de terre, et Alexandre JUBELIN, 51 mn.

« Le Collimateur » a le plaisir et l'honneur de recevoir le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Burkhard, pour discuter du commandement, dresser l'état des lieux de cette armée et de ses perspectives.

Avec Alexandre Jubelin, il aborde d'abord la nature de la fonction de chef d'état-major de l'armée de terre et les expériences de commandement du général, puis brosse un

panorama de l'institution, tant de ses ressources humaines que de ses évolutions d'équipement, du petit matériel au chantier Scorpion. Il évoque ensuite la soutenabilité de cette montée en technologie, avant de décrire les menaces émergentes dans le contexte de compétition stratégique, entre autres le spectre du retour à « la haute intensité ».



Dans le viseur #20 – 18 décembre.

« [Dernier check-point en Afghanistan](#) », avec Alexandre JUBELIN, 34 mn.

Dans le dernier épisode de l'année 2020 de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre-terre, le commandant Sébastien raconte une opération en Afghanistan, dans une mission d'OMLT avec une compagnie afghane.



Épisode 85 – 22 décembre.

« [Innovation et nouvelles technologies militaires](#) » avec Alexandre JUBELIN et Jean-Baptiste COLAS, 1 h 09.

Alexandre Jubelin reçoit Jean-Baptiste Colas, officier de l'armée de terre en poste à l'Agence de l'innovation de Défense (AID) et auteur d'*Innover en plein chaos* (Nuvis éditions, 2020), afin de discuter des processus d'innovation technologiques, notamment dans le domaine militaire. Après être revenus sur les termes d'innovation et de chaos, ils décrivent quelques grands exemples d'innovations militaires tels l'invention du tir axial aérien par Roland Garros, le programme Félin de l'armée de terre et l'intégration de l'intelligence artificielle. Ils abordent ensuite la question de l'adéquation entre la culture militaire et le processus d'innovation, puis celle de l'éthique et des limites posées à l'innovation, avant de parler de la *red team* de l'AID.

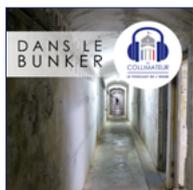
N.B. : Le livre sur les voitures volantes mentionné par Alexandre Jubelin au début de l'émission est celui de Patrick J. Gyger, *Les voitures volantes. Souvenirs d'un futur rêvé* (Favre, 2005).



Dans le bunker #34 – 25 décembre.

« [Jarhead](#) » de Sam MENDES (2005), par Ryan NOORDALLY, 27 mn.

Dans l'épisode de Noël de « Dans le bunker », le soldat britannique Ryan Noordally discute d'un grand film sur la première guerre du Golfe, qui a joué un rôle dans son parcours personnel, *Jarhead* de Sam Mendes.



Dans le bunker #35 – 29 décembre.

« [Spécial super-héros](#) » par André LOEZ, 34 mn.

Pour le dernier épisode de « Dans le bunker » de l'année 2020 riche en films, « Le Collimateur » reçoit à nouveau André Loez, historien et producteur du podcast « Paroles d'histoire », afin d'analyser deux films de super-héros : *Captain America* de Joe Johnston (2011) et *Wonder Woman* de Patty Jenkins (2017), et les représentations des deux guerres mondiales que l'on y trouve.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

8 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le séminaire Jeunes Chercheurs a eu lieu par visioconférence, le 8 décembre, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#). L'invité de cette séance était Gaïdz Minassian, journaliste au *Monde* et enseignant à Sciences Po, venu présenter son dernier ouvrage, *Les Sentiers de la victoire. Peut-on encore gagner une guerre ?* (Éditions du Passé Composé). Dans un premier temps, Gaïdz Minassian a exposé les grandes lignes de son livre, qui s'interroge sur la notion de victoire : que signifie gagner une guerre aujourd'hui et comment définir la victoire au cours de l'histoire ? Cette recherche part d'un étonnement : question pourtant centrale dans le débat stratégique actuel, aucune étude ne lui a encore été consacrée dans le paysage académique français.

Le chercheur commence par retracer une généalogie historique de la notion de victoire, en remontant aux origines de la guerre, montrant ainsi comment sa définition a évolué au fil du temps. La victoire est fondamentalement une domination : en premier lieu, la domination de la nature, puis des richesses, de l'histoire, de la technique, de l'Autre et des siens. Elle permet la survie, affirme la puissance, apporte gloire et prestige, garantit l'ordre. Après s'être étatisée et sécularisée aux débuts de la période moderne, après s'être institutionnalisée en 1648 avec les traités de Westphalie, la notion de victoire se fissure, se désintègre à partir de 1918. Dans notre monde où la notion de guerre a elle-même éclaté, la victoire est devenue introuvable. Il ne s'agit plus que d'un signifiant creux revendiqué par les politiques, de manière purement virtuelle.

Gaïdz Minassian définit quatre moments qui, réunis, permettent de l'obtenir. La victoire militaire correspond à la réalisation des objectifs de guerre, la victoire politique

à l'accomplissement des buts de guerre. Le troisième moment est l'établissement d'une paix juste, inclusive et durable. Enfin, il faut nouer un partenariat solide avec l'ennemi vaincu, de façon à ce qu'il n'ait plus intérêt à recourir à la force en cas de nouveau litige ; la seule victoire possible a lieu quand les deux ennemis deviennent deux partenaires. Contre la tradition de la force incarnée par Achille ou celle de la ruse représentée par Ulysse, l'auteur conclut en prônant une éthique de l'humilité et de la paix, dont Hector est la figure emblématique.

Après cet exposé, [Élie Baranets](#) a joué le rôle de discutant. Il a notamment insisté sur l'importance de différencier la réflexion conceptuelle sur la victoire (sa définition) de la réflexion théorique (comment l'atteindre). Il a souligné également la nécessité d'une réflexion préalable sur le concept même de guerre, car sa définition détermine la manière dont la victoire peut être conceptualisée. Enfin dans un troisième temps, Jean-Vincent Holeindre a mis en avant le couple antagoniste vainqueur/vaincu, intrinsèque à la notion même de victoire, que Minassian semble davantage aborder par le prisme de la paix et du partenariat.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

8-10 décembre : Conférence « The regional stakes of India's foreign policy ».



La conférence, intitulée « Les enjeux régionaux de la politique étrangère indienne », s'est tenue en ligne les 8, 9 et 10 décembre derniers. Elle était co-organisée par l'IRSEM ([Raphaëlle Khan](#), [Damien Carrière](#)), le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris (Christophe Jaffrelot) et le German Institute for Global and Area Studies (Johannes Plagemann, Patrick Köllner), ainsi que par Nicolas Blarel, maître de conférences à l'Université de Leiden.

Cette conférence proposait une série de trois tables rondes pour permettre un débat sur la politique étrangère indienne dans son espace régional, et discuter des implications de la reconfiguration géopolitique de cet espace pour la France et l'Allemagne.

Les dimensions régionales et globales de la politique étrangère indienne sont en pleine évolution, certaines régions devenant notamment le théâtre d'une compétition accrue avec la Chine. Par ailleurs, les dynamiques régionales de l'Asie du Sud, du Sud-Est, mais également de l'Asie centrale et du Moyen-Orient se recoupent de plus en plus pour l'Inde, qui a regroupé ces régions dans ce qu'elle appelle désormais son « voisinage étendu ». Dans ces sous-régions, les dynamiques politiques, commerciales et financières ainsi que la mise en place de nouveaux organes régionaux ont été stimulées par les tentations hégémoniques et contre-hégémoniques impliquant l'Inde et la Chine en tant que grandes puissances asiatiques.

Après un triple mot de bienvenue par Patrick Köllner (GIGA), Christophe Jaffrelot (CERI) et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (IRSEM), la première table ronde s'est concentrée sur les nouvelles dynamiques entre l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

La deuxième table ronde a porté sur les relations entre l'Inde et la Chine dans le contexte des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), en proposant une approche comparative de leurs politiques et des effets de la BRI dans des pays voisins (Afghanistan, Myanmar, Bangladesh, Pakistan).

La dernière table ronde s'est concentrée sur la question de l'Indo-Pacifique.

En plus de ces trois tables rondes, la conférence s'est doublée d'un séminaire à huis-clos entre des officiels français et allemands et des experts pour confronter leurs approches dans le cadre de l'adoption d'une stratégie française et de lignes directrices allemandes dans la région indo-pacifique.

Damien CARRIÈRE
Postdoctorant
et Raphaëlle KHAN
Chercheuse associée

9 décembre : Table ronde sur l'engagement français au Sahel et l'Opération Barkhane.



Cette table ronde fermée rassemblait une douzaine de chercheurs et spécialistes du Sahel, ainsi que des officiers et représentants du ministère des Armées. Sept ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. La France, qui se trouve de gré ou de force à la tête de l'intervention internationale, a reconnu les défis en janvier 2019, en organisant le sommet de Pau afin de redynamiser l'intervention, mais aussi clarifier les relations entre les États sahéliens et la France.

Les participants ont fait un bilan de l'année écoulée, les événements et dynamiques majeures et le progrès de la mise en œuvre de la stratégie française dont le défi principal reste de convertir les succès tactiques en progrès stratégiques.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

10 décembre : Séminaire « L'engagement des jeunes dans les armées », avec Joël ZAFFRAN.



Chaque année, les armées cherchent à recruter et à former environ 16 000 jeunes pour atteindre leurs objectifs et compenser l'attrition des forces. Depuis la fin du service militaire en 1997, la gestion du personnel est passée d'une logique de stock à une logique de flux. Par conséquent, les stratégies de com-

munication et de recrutement se sont adaptées mais aussi perfectionnées pour cibler les populations jeunes. Néanmoins, entre le premier clic sur le site « s'engager.fr » et la signature concrète du contrat, seuls 18 % des volontaires vont jusqu'au bout de la cascade du recrutement. Qui sont-ils et pourquoi s'engagent-ils ? Voilà les deux questionnements qui structurent les recherches de [Joël Zaffran](#), professeur à l'université de Bordeaux-II et chercheur associé à l'IRSEM.

En se fondant sur les travaux de Jean-François Léger et d'[Anne Muxel](#), celui-ci fait l'hypothèse que l'armée représente un îlot d'institution dans une société en proie à la désinstitutionalisation. L'institution militaire présenterait un attrait pour les jeunes en raison de ses caractéristiques : elle serait une fabrique universelle où l'égalité précéderait le mérite et où chacun pourrait se réaliser en se soumettant à une discipline rationnelle et collective. Le processus d'engagement des jeunes se construirait de la tension créée entre la volonté d'émancipation personnelle (l'engagement serait alors vu comme un moyen d'assurer la transition vers l'âge adulte) et la tension générée par les investissements passés ou présents au niveau scolaire, professionnel, biographique ou encore durant la socialisation primaire. Joël Zaffran s'intéresse aux trajectoires sociales pouvant rendre plus propice l'engagement dans les armées ; vocation, tradition, nécessité et hasard pourraient ainsi mener au bout du processus de recrutement.

Les premiers retours du terrain permettent d'obtenir un aperçu de l'enquête menée auprès des jeunes du CIRFA de Bordeaux et du GRS Sud-Ouest. L'analyse lexicométrique des entretiens préparatoires montre l'importante récurrence du verbe « être », associée à la réalisation individuelle, et celle du verbe « avoir » liée à l'acquisition d'un statut. De plus, l'analyse factorielle de correspondance semble dénoter une corrélation entre le champ lexical employé et la carrière professionnelle envisagée. Bien que ces premiers résultats restent à confirmer dans la suite de l'enquête, ils constituent d'ores et déjà une sérieuse base de travail.

Julien VERSTRAETE
Assistant de recherche

15 décembre : Réunion du conseil scientifique de l'IRSEM.



La réunion annuelle du conseil scientifique de l'IRSEM s'est tenue le mardi 15 décembre, en visioconférence. La séance était présidée par Philippe Boulanger. Parmi les membres du conseil, étaient présents Beatrice Heuser, Julia Grignon, Thomas Lindemann et Claude Weber. Étaient également présents [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique, le délégué au développement international, le secrétaire général et les six directeurs de domaine.

Dans un premier temps, le directeur a évoqué la réforme récente du conseil scientifique et présenté le bilan scientifique de l'année 2020. Malgré la crise de la Covid-19, le nombre de publications de l'IRSEM est plus important qu'en 2019. Toutefois, beaucoup moins d'événements ont pu être organisés, et la plupart des missions des chercheurs sur leurs terrains ont dû être annulées.

Dans un deuxième moment, les membres du conseil scientifique ont chacun exposé leur avis et leurs remarques sur le bilan scientifique annuel. Ils ont tous salué le nombre et la qualité des publications, ainsi que les nombreuses traductions en anglais contribuant à l'internationalisation de l'institut.

Puis, le directeur scientifique a présenté le nouveau domaine « Renseignement, anticipation, menaces hybrides », les trois nouveaux chercheurs, et a mis l'accent sur la notion de transversalité promue par l'IRSEM, à travers trois programmes de recherche actuellement en cours sur les menaces hybrides, l'armée face à la crise de la Covid-19, et les réponses à la puissance chinoise. Il a fait part d'un projet de création d'un séminaire entièrement géré par les doctorants associés à l'IRSEM, et présenté plusieurs projets de colloques pour l'année 2021.

Ensuite, les six directeurs de domaine ont chacun exposé le programme scientifique de leur domaine pour l'année à venir. Pour finir, [Nicolas Regaud](#), délégué au dévelop-

pement international a fait part de plusieurs initiatives en cours : le développement d'un réseau des centres de recherche européens pour contribuer à l'établissement d'une culture stratégique européenne, le projet de convention avec les Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) pour apporter un soutien matériel et scientifique aux chercheurs de l'IRSEM sur leurs terrains et la construction de partenariats avec des centres de recherche hors UE dans plusieurs pays identifiés comme des priorités pour les prochaines années.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Géopolitique de la Russie », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, 4 décembre 2020.



Élie BARANETS

- Discutant de Gaïdz Minassian lors du séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 10 décembre 2020.

- Publication : « [Man, the state and the virus. Understanding the health crisis through Theories of International Relations](#) », Research Paper No. 97 (traduction de la Note de recherche, parue le 29 avril 2020), IRSEM, 11 décembre 2020.



Pierre BOURGOIS

- Publication : « [Revers pour le "super soldat" aux États-Unis : les enseignements de l'abandon du projet d'exosquelette TALOS](#) », Brève stratégique n° 14, IRSEM, 14 décembre 2020.

- Co-direction d'un dossier thématique : « La norme en sciences sociales : regards croisés histoire du droit – science politique », *Cahiers Jean Moulin*, n° 6, 2020 ; contribution (avec Clément Rodier) : « La norme en voyage : le point de vue du politiste ».



Damien CARRIÈRE

- Article : « [La caste des gardiens de sécurité à Delhi : un problème géographique ?](#) », *L'Information géographique*, 84(4), 2020/4, p. 48-67.

- Publication : « [Central Armed Police Forces in India: between growth and versatility](#) », Research Paper No. 94 (traduction de la note de recherche n° 94, parue le 20 avril 2020), IRSEM, 7 décembre 2020.

- Organisation du séminaire « The regional stakes of India's foreign policy », Paris, IRSEM, 8-10 décembre 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Article : « Les enjeux de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération », *Politique étrangère*, 2020/4 (hiver), p. 161-172.



Paul CHARON

- Intervention : « Information manipulation operations during the Covid-19 pandemic: the Chinese case », Université de Créteil, 1^{er} décembre 2020.

- Interview par Nicolas Barotte, « "Red team" : des auteurs de science-fiction au service des armées », *Le Figaro*, 4 décembre 2020.



François DELERUE

- Présentation d'un article intitulé « Is the International Law Applicable to Cyberspace International? », ESIL Kraków-Leiden Symposium on « Exploring the Frontiers of International Law in Cyberspace », organisé par l'Université Jagiellonian, l'Université de Leyde et la Société européenne de droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne], Informal Multi-stakeholder Cyber Dialogue, session sur le droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne], Informal Multi-stakeholder Cyber Dialogue, session sur le droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne] à la table ronde « Next challenges of the web governance for France and Europe: fundamental rights challenged by security issues », Agora FIC sur le thème « Célébration de 20 ans de corégulation du cyberspace : quelles prochaines étapes pour l'Europe ? », organisé par le FIC et Acteurs publics, en partenariat avec Microsoft et la Global Cyber Alliance, 9 décembre 2020.

- Intervention de 4 heures [en ligne] sur le droit international applicable aux cyberopérations au sein du Mastère spécialisé de la conduite des opérations et de la gestion de crises en cybersécurité, Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, 7 et 15 décembre 2020.

- Intervention sur les négociations internationales sur les questions numériques, cours du Pr Anne-Thida Norodom, Université de Paris, 17 décembre 2020.



Amélie FÉREY

- Interview dans l'émission « [Tout un monde](#) » sur les assassinats ciblés israéliens, présentée par Éric Guevara-Frey, RTS, 2 décembre 2020.

- Interview dans l'émission « [6 minutes pour trancher](#) », sur les assassinats ciblés, présentée par Yves Calvi, RTL, 10 décembre 2020.

- Publication : avec Anne-Laure Mahé, « [Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan](#) », Note de recherche n° 110, IRSEM, 16 décembre 2020.



Pierre HAROCHE

- Présentation dans le cadre de la webconférence « Les OPEX de l'UE ! Quelles politiques pour quelles ambitions ? », organisée par les Jeunes IHEDN, 20 décembre 2020.

- Contribution à la note « [L'autonomie stratégique européenne en 2020](#) », Groupes d'études géopolitiques, 19 décembre 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation en qualité de rapporteur au jury de la thèse de Madhi Aghajloo, « La mondialisation des droits de l'homme », Université Paris-Nanterre, 1^{er} décembre 2020.

- Participation en qualité de co-directeur du jury de la thèse d'Adrien Estève, « De la justification à l'anticipation. La construction d'une responsabilité environnementale et climatique chez les acteurs de la défense aux États-Unis et en France », Sciences Po Paris, 11 décembre 2020.

- Participation en qualité de rapporteur du jury de la thèse de Tafadzwa Zvobgo, « Sociologie politique de la violence électorale au Zimbabwe », EHESS, 17 décembre 2020.

- Émission France Info Rétrospective 2020 sur la guerre, 23 décembre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : avec Delphine Deschaux-Dutard, Julian Fernandez, Beatrice Heuser, Jean-Vincent Holeindre, Jenny Raffik Grenouilleau et Bruno Tertrais, « [Guerres et terrorisme : ne pas manipuler les faits](#) », *L'Obs*, 1^{er} décembre 2020.

- Conférence : « Éthique et dissuasion nucléaire », dans le cours « Pourquoi la dissuasion ? » de Mélanie Rosselet (directrice de l'analyse stratégique à la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) à l'ENS Ulm, Paris, 16 décembre 2020.



Anne-Laure MAHÉ

- Article : avec Clément Deshayes, « "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés" : Répression et violence structurelle au Soudan », *Pôle Sud*, 53 (2), 2020.

- Recension : « [Gasmelbari Suhaib. – Talking about Trees](#) » (France, Soudan, Allemagne, Tchad, Qatar, Agat Films & Cie, Made in Germany Filmproduktion GmbH, Goï-Goï Productions, 2019), *Cahiers d'Études africaines*, 240, 2020, p. 1029-1031.

- Publication : avec Amélie Férey, « [Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan](#) », Note de recherche n° 110, IRSEM, 16 décembre 2020.



Florian OPILLARD

- Podcast : « [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 8 décembre 2020.



Angélique PALLE

- Podcast : « [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 8 décembre 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article : « [RECAAP and maritime governance in Southeast Asia: a catalysing role](#) », Stable Seas blog, 12 décembre 2020.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Fake news, attaques informationnelles, e-réputation », Paris, IHEDN, 11 décembre 2020.

- Conférence : « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », Paris, IPAG, 14 décembre 2020.

- Conférence [en ligne] : « Quel avenir du soft power américain après Trump ? », Paris, Institut de géopolitique appliquée (EGA), 17 décembre 2020.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [La dimension économique de l'affrontement sino-américain en Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 13, 4 décembre 2020.



Océane ZUBELDIA

- Article : « La France et les drones aériens militaires, vers un nouveau souffle européen ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, Géopolitique de la France, n° 59, décembre 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [Israeli Strategy Vs Hezbollah's Increasing Power: Intelligence has become the key](#) », Research Paper No. 87 (traduction de la Note de recherche n° 87, parue le 28 janvier 2020), IRSEM, 9 décembre 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : « [Women and black employees at the Central Intelligence Agency: from fair employment to diversity management](#) », *Cambridge Review of International Affairs* (pré-publication en ligne), 4 décembre 2020, p. 1-32.

- Conférence : « La gestion de la diversité à la CIA », Groupe de travail « Renseignement » de l'AEGES, 10 décembre 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

Robbie GRAMER, Jack DETSCH, « [Biden to Name Former General as Defense Secretary](#) », *Foreign Policy*, 7 décembre 2020.

Colm QUINN, « [Biden's Pentagon Nominee Faces Stiff Challenges](#) », *Foreign Policy*, 8 décembre 2020.

Jack DETSCH, « [Biden Defends Choice of Austin for Defense Secretary](#) », *Foreign Policy*, 9 décembre 2020.

Ces trois articles de Robbie Gramer, Jack Detsch et Colm Quinn, publiés dans *Foreign Policy*, analysent la nomination du secrétaire de la Défense de Biden. Comme *Politico* l'avait révélé lundi 30 novembre, le président élu a officialisé son choix pour le poste de secrétaire à la Défense qui se porte finalement sur le général à la retraite Lloyd Austin. Michèle Flournoy, qui était considérée comme la grande favorite depuis l'élection de Joe Biden, voit donc le poste lui échapper. Si elle aurait pu être la première femme à occuper cette fonction et contribuer à l'équilibre des genres dans l'équipe de défense nationale de Biden, le général Llyod Austin sera, lui, le premier homme noir à la tête du Pentagone s'il est confirmé par le Congrès. Soutenu par le puissant lobby du *Congressional Black Caucus*, le général bénéficie surtout des bonnes relations qu'il entretenait avec Biden lorsque ce dernier était vice-président. Les deux hommes étaient notamment en faveur d'une diminution des troupes en Irak alors que l'administration Obama en avait décidé autrement. Ce serait surtout la nature des relations interpersonnelles plutôt que les apparences politiques qui aurait fait pencher la balance en faveur de Lloyd Austin, selon les experts de *Foreign Policy*.

Néanmoins, certains obstacles demeurent avant la confirmation de Austin par le Sénat. Premièrement, la nomination d'un général à la tête de l'appareil militaire est contraire au principe de contrôle des civils sur le militaire : de telles nominations ont été effectuées à deux reprises seulement, le général George Marshall en 1950 et le général Mattis en 2017. La nomination d'un général suscite de grandes réticences parmi les parlementaires. En plus de la crainte de voir le déséquilibre entre civil et militaire au Pentagone entamé sous Trump se poursuivre, des inquiétudes quant à des conflits d'intérêts émergent aussi. Si Michèle Flournoy avait été critiquée pour ses liens avec l'industrie de défense et les grands cabinets de conseil comme WestExec, le général à la retraite travaille actuel-

lement dans une entreprise d'armement pour laquelle les ventes d'armes aux pays du Golfe représentent une importante source de revenu. Cependant, le général Lloyd Austin a une grande expérience du Moyen-Orient. De 2013 à 2016, il a en effet dirigé les forces américaines lors de la lutte contre Daech en tant de commandant de l'US Central Command. On lui reproche en revanche de ne pas avoir une expertise assez développée de la Chine, expertise que possédait Michèle Flournoy, à l'heure où le géant chinois est considéré par l'ensemble des décideurs américains comme le premier rival stratégique des États-Unis.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

CHINE

Laura SILVER, Kat DEVLIN et Christine HUANG, « [Unfavorable Views of China Reach Historic Highs](#) », **Pew Research Center, 6 octobre 2020.**

Chaque année, le think tank américain Pew Research Center conduit des études sur les « attitudes et tendances globales », à savoir la perception de citoyens de 14 pays développés sur des questions internationales (Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède). Le Pew Research Center s'est intéressé cette année à l'opinion à l'égard de la Chine en raison de la forte hausse d'opinions défavorables qu'a connue ce pays cette année. En effet, dans l'ensemble, près de trois quarts des personnes interrogées ont une opinion défavorable de la Chine, et plus de 70 % expriment un manque de confiance vis-à-vis du président chinois Xi Jinping. Même si les États-Unis et Donald Trump restent le pays et le chef d'État les plus mal perçus de l'étude, la Chine se place désormais en deuxième position, légèrement devant la Russie. Le Pew Research Center montre que cette augmentation est fortement corrélée à une perception négative de la façon dont la Chine et Xi Jinping ont géré la pandémie de Covid-19.

LIAO Kai, « [The Future War Studies Community and the Chinese Revolution in Military Affairs](#) », **International Affairs, 96 (5), 1^{er} septembre 2020, p. 1327-1346.**

La révolution dans les affaires militaires (RAM) est le cadre de réflexion guidant la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), aujourd'hui labelisée « révolution dans les affaires militaires aux caractéristiques chinoises ». En 2004, le Livre blanc de la défense présente la révolution dans les

affaires militaires (RAM) comme le fait de « construire une force informatisée et gagner une guerre informatisée ». En 2015, le Livre blanc de la défense explique que l'objectif est de « gagner informatiquement des guerres locales ». Ce changement conceptuel par rapport aux années antérieures montre le passage d'une armée préparant une guerre totale imminente à une armée adaptée aux temps de paix, capable de planifier sa modernisation sur le long terme. Dans cet article, Liao démontre que la « future *war studies community* », communauté épistémique très active dans les colonnes du journal de l'APL (*APL Daily*) à la fin des années 1970 et au début des années 1980, a introduit les concepts de guerre locale et de guerre de haute technologie – concepts considérés comme occidentaux – au sein de l'APL à la fin des années 1980. D'un point de vue sociologique, les membres de cette communauté intellectuelle présentent deux caractéristiques communes : ils sont tous chercheurs professionnels dans les affaires militaires et tous étroitement liés à des membres importants du Parti communiste chinois ou des membres haut placés de l'APL. Liao explique que cette communauté d'experts a changé les perceptions et conceptualisations des menaces pesant sur la Chine des plus hautes instances de l'APL, contribuant ainsi à la modernisation de l'armée chinoise telle qu'on la connaît.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

SOUDAN

« [‘You are going to die and we’re taking your property’. Interviews with Tigray refugees in Eastern Sudan](#) », **Sayara International, décembre 2020.**

Dans cette note de recherche, l'équipe soudanaise de Sayara International documente l'expérience vécue par les réfugiés en provenance de la région éthiopienne du Tigré qui ont traversé la frontière pour atteindre le Soudan. En effet, ce sont plus de 50 000 personnes qui ont trouvé refuge au Soudan entre le 7 novembre et le 15 décembre, à la suite de l'éclatement du conflit entre le gouvernement éthiopien et le Tigray People's Liberation Front. L'équipe de Sayara a utilisé son réseau de recherche pour conduire des entretiens approfondis avec une dizaine de réfugiés arrivés au Soudan via Hamdayet dans l'État de Kassala, au Soudan. La note apporte ainsi un nouvel éclairage sur cette crise, centré sur le vécu de ses principales victimes.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

STÉRÉOTYPES DE GENRE

Joshua SCHWARTZ et Christopher BLAIR, « [Do Women Make More Credible Threats? Gender Stereotypes, Audience Costs, and Crisis Bargaining](#) », *International Organization*, 74 (4), automne 2020, p. 878-895.

Dans un article paru dans la prestigieuse revue *International Organization*, Joshua Schwartz et Christopher Blair ont récemment entrepris de prendre en compte le genre des décideurs politiques au regard d'un des mécanismes les plus documentés en Relations internationales : celui des coûts d'audience. Les coûts d'audience sont les sanctions en provenance des acteurs domestiques auxquelles un décideur politique s'expose lorsqu'il menace un acteur international, avant de finalement se rétracter. Selon les auteurs, lesquels ont eu recours à la méthode expérimentale, les stéréotypes de genre ont une influence dans la manière dont ces coûts se manifestent. Pour combattre le stéréotype les décrivant comme faibles, les femmes au pouvoir sont politiquement encouragées à adopter une ligne de conduite ferme au cours des crises militaires. Le résultat majeur de cette enquête est que les décideuses d'une part, et les décideurs hommes qui font face à des décideuses d'autre part, payent un prix plus important lorsqu'ils se rétractent que lorsque des hommes se rétractent face à des hommes. Cela est révélateur des difficultés auxquelles les femmes sont confrontées en termes de crises internationales, comme celle évidente de calmer le jeu. Mais cela révèle aussi un certain nombre d'avantages, comme la capacité accrue à lier les mains de leurs interlocuteurs.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

Nina WILÉN, « [Female peacekeepers' added burden](#) », *International Affairs*, 96 (6), novembre 2020, p. 1585-1602.

Dans cet article, la chercheuse Nina Wilén analyse les effets de vingt ans de politiques promues par les organisations internationales, visant à favoriser l'inclusion de davantage de femmes en uniforme dans les opérations de paix. En s'appuyant sur de nombreux entretiens avec des hommes et femmes soldats de la paix réalisés en Afrique du Sud, au Burundi, en Belgique et au Niger, la chercheuse démontre les effets contre-productifs de ces politiques. En effet, les arguments vantant la plus-value de cette féminisation des forces au niveau de l'efficacité opérationnelle contribuent en réalité à saper l'égalité de

genre car ils font porter aux femmes un fardeau supplémentaire : celui de répondre aux attentes élevées placées sur elles en endossant et reproduisant des stéréotypes de genre et en travaillant davantage que leurs collègues masculins.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

DÉSINFORMATION

Cécile GUERIN, Zoé FOUREL, Cooper GATEWOOD, [Seconde vague et désinformation : aperçu des tendances sur les réseaux sociaux](#), *Institute for Strategic Dialogue*, décembre 2020.

Ce rapport de l'Institut du dialogue stratégique (ISD), rédigé par les chercheurs Cécile Guerin, Zoé Fourel et Cooper Gatewood, étudie la désinformation liée à la deuxième vague de Covid-19 sur les réseaux sociaux en France. Ils constatent que la pandémie et les restrictions qu'elle a engendrées ont donné lieu à une prolifération de théories complotistes en ligne et à la propagation de discours de désinformation et de mésinformation. En plus d'une épidémie sanitaire, on parle alors d'une « info-démie » et d'après le rapport, la France est particulièrement touchée, en raison notamment d'un contexte social relativement dégradé avec la montée des extrêmes, un contexte sécuritaire tendu avec une importante vague d'attentats et une défiance envers les institutions accrue depuis le mouvement des Gilets jaunes.

Les chercheurs de l'ISD ont donc analysé les échanges relatifs à la Covid-19 entre le 1^{er} août et le 30 octobre sur les plateformes de Facebook et Twitter. L'étude examine les principaux discours, les tactiques utilisées par les diffuseurs de questions, les principaux sites partagés et les principaux influenceurs au cœur des discours associés à la deuxième vague. Grâce aux outils statistiques Brandwatch (Twitter) et CrowdTangle (Facebook), les chercheurs ont pu collecter et analyser de nombreuses données, notamment à travers l'élaboration d'une liste de mots clés pertinents. Ces analyses ont permis d'identifier les pics de discussion, les messages et les liens les plus partagés ainsi que les comptes les plus actifs sur le sujet. Les chercheurs illustrent par ailleurs leurs propos avec des captures d'écran de tweets ou de publications tout au long du rapport.

L'étude rapporte quatre pics principaux de discussion liés à la deuxième vague de Covid-19. Le premier pic, le 29 août, intervient lors de manifestations anti-masque à

Paris et Berlin ; le deuxième, le 24 septembre, fait écho à l'annonce de nouvelles restrictions dans certaines villes par le ministère de la Santé ; le troisième pic, avec une portée encore plus importante, a lieu lors de l'annonce du couvre-feu le 14 octobre ; le dernier pic apparaît le 29 octobre, jour de l'attentat de Nice et lendemain de l'annonce du reconfinement par Emmanuel Macron. L'étude distingue également plusieurs grands axes de discussion. Il y a les discours anti-institutionnels soutenant l'existence d'une utilisation concertée de la pandémie par les gouvernements afin de contrôler la population et de restreindre les libertés individuelles ; les contenus anti-vaccins et anti-interventions sanitaires tentant de discréditer certaines mesures préventives ; les théories du complot à résonance internationale rejetant la responsabilité de la pandémie sur des « élites malveillantes » et des discours spécifiques à la France, comme le soutien au Pr Didier Raoult. Le rapport de l'IDS se penche également sur l'intersection entre le reconfinement et les attentats terroristes. Les discours relatifs à l'assassinat de Samuel Paty et à l'attaque de Nice se chevauchent ainsi avec les discours traitant de la seconde vague, en particulier sur l'idée de l'émergence d'une dictature et la préfiguration d'une insurrection imminente. Au sujet des URL les plus partagées, le rapport démontre une prédominance de contenus internationaux complotistes partagés par des pages aussi bien d'extrême droite que d'extrême gauche. Enfin, en ce qui concerne les influenceurs clés, le rapport de l'IDS identifie notamment le Pr Raoult ou des figures du mouvement Gilets jaunes.

Ainsi le rapport conclut que les pics de discussion ont lieu lors des annonces gouvernementales et les appels à la désobéissance face à la dictature et aux mensonges de l'élite sur la pandémie dominent les discussions. De fait, la désinformation provient d'acteurs appartenant à l'ensemble du spectre politique et avec aussi parfois des origines étrangères, à l'image du réseau complotiste QAnon et des thématiques impliquant Bill Gates ou George Soros. Face à cette situation préoccupante, notamment pour les jeunes, les chercheurs souhaitent développer des ressources éducatives pour lutter contre les dangers de cette désinformation. C'est l'objectif du programme *Young Digital Leaders* lancé en 2019 et des formations en ligne dédiées aux éducateurs que l'ISD organisera dans les prochains mois.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

DÉFENSE

Revue Défense Nationale, « [La relation de défense franco-britannique au temps du Brexit](#) », novembre 2020, n° 834.

Revue Défense Nationale, « [Les opérations dans l'espace : un enjeu pour la défense](#) », décembre 2020, n° 835.

Les deux derniers numéros de la *Revue Défense Nationale* sont consacrés aux relations de défense franco-britanniques au temps du Brexit, et aux opérations dans l'espace comme enjeu pour la défense.



Dans son numéro de novembre, la revue revient sur l'histoire et l'actualité de la relation entre la France et le Royaume-Uni, l'une des plus anciennes et des plus structurantes de l'histoire du continent européen. Pendant des siècles, les deux États ont été en compétition constante, se disputant tant sur mer que sur terre. Il fallut attendre

le XIX^e siècle pour que s'opère un rapprochement qui progressivement s'est institutionnalisé, renforcé par les luttes communes sur les champs de bataille au XX^e siècle. Depuis la fin de la guerre froide, les deux puissances ont mis en place des programmes et projets capacitaires communs ainsi qu'une véritable interopérabilité des forces, pour mieux partager l'effort de défense et apporter des économies. La récente sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne va-t-elle changer la donne ? À l'occasion du dixième anniversaire des Accords de Lancaster House, la RDN fait le point sur les avancées réelles et tangibles dans cette relation de défense avec les contributions d'acteurs français et britanniques qui la vivent pour beaucoup d'entre eux au quotidien.



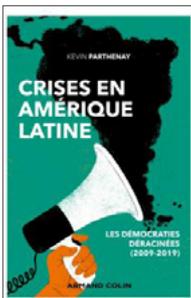
Le numéro de décembre porte, lui, sur les enjeux spatiaux de la défense française. L'espace est un domaine qui est aujourd'hui plus que jamais au cœur des opérations militaires de l'armée française, sa maîtrise est devenue une nécessité stratégique et opérationnelle dans la compétition actuelle et dans la conflictualité future. La publication de

la *Stratégie spatiale de défense* en 2019 marque la volonté de la France d'assurer la souveraineté de son espace spatial. Les défis à relever sont immenses : la surveillance de l'espace, les capacités offensives, les opérations interalliées... Les enjeux ne sont pas seulement technologiques,

ils sont également juridiques, doctrinaux et humains. L'ambition de ce numéro est de guider le lecteur dans l'espace afin de lui faire appréhender ce qui attend les acteurs du domaine spatial (industriels, CNES, DGA, armées) en général, et l'armée de l'air et de l'espace en particulier.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Kévin PARTHENAY, *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Armand Colin, 288 p.

Aux mois d'octobre et de novembre 2019, une grande partie des pays d'Amérique latine se sont embrasés sous les feux de mouvements de contestations politiques et sociales de grande ampleur ; Brésil, Bolivie, Pérou, Chili,

Argentine, Venezuela, Colombie et d'autres encore, tous éclatèrent similairement et synchroniquement en l'espace de quelques semaines. En réalité, ces événements s'inscrivent dans une dynamique générale de crises qui traverse l'Amérique latine depuis dix ans, comme l'analyse Kevin Parthenay dans son livre *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*.

Professeur de science politique à l'université de Tours et chercheur associé à l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'auteur explore dans cet ouvrage la fin de l'ère progressiste en Amérique latine et le retour de régimes conservateurs. Appréhendant la région comme un corps politique pluriel et hétérogène, il cherche à expliquer comment des options politiques néolibérales et autoritaires ont pu revenir en force, après dix années de réformisme ayant permis de réduire les inégalités et de sortir des millions d'individus de la pauvreté. Comment comprendre qu'après plus de trente ans de transition à la démocratie, les fantômes des dictatures militaires passées refont progressivement surface, comment saisir le retour de la violence politique, la recrudescence des violations des droits humains dans ces démocraties qui semblaient apaisées ?

Kévin Parthenay dévoile les ramifications profondes des déstabilisations politiques des régimes latino-américains, leurs facteurs et composantes institutionnelles, sociales et économiques, en inscrivant son analyse dans la longue durée. Il met en évidence la fracture entre des

attentes citoyennes de plus en plus aiguës depuis le début des années 2000 et l'incapacité de leurs dirigeants à y répondre. C'est le portrait de démocraties hautement fragilisées, gangrenées par des dysfonctionnements institutionnels, une corruption endémique, une déconnexion grandissante entre les élites gouvernantes et la société, et un essoufflement de l'offre politique. Les crises politiques successives qu'ont connues ces pays pendant la dernière décennie ne sont que le rappel brutal de la confiscation de la démocratie par une minorité. Alors que les théories de la modernisation postulaient que le développement économique et social consoliderait la démocratie, cela n'a pas été le cas. L'auteur souligne la persistance et la résilience de fractures enracinées, héritées du passé pré-démocratique de l'Amérique latine.

Malgré quelques succès sur le plan social, le contre-modèle progressiste qui a émergé au début du XXI^e siècle a échoué à refonder la démocratie sur des bases stables et pérennes. Aujourd'hui, le sous-continent latino-américain se situe à un carrefour de son histoire : réussira-t-il enfin à satisfaire les aspirations démocratiques grandissantes de ces citoyens ou persistera-t-il dans ce cycle d'instabilité et de désordre qui le mine depuis des décennies ? Si le futur reste ouvert, l'ouvrage de Kevin Parthenay propose de solides clefs de lecture pour appréhender l'évolution politique de la région.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche



Tobias S. HARRIS, *The Iconoclast, Shinzo Abe and the new Japan*, Londres, Hurst and Company, 456 p.

Tobias Harris est un expert reconnu de la vie politique japonaise contemporaine qu'il commente avec perspicacité dans son blog [Observing Japan](#). Il est actuellement analyste politique au sein de Teneo Intelligence, le département d'analyse risque pays de la société de consultance stratégique américaine Teneo. Il signe régulièrement des articles pour le *Financial Times*, le *Wall Street Journal* et *Foreign Affairs*. De 2006 à 2007, Tobias Harris a travaillé au sein de l'équipe de Keiichiro Asao, parlementaire japonais siégeant à la chambre haute de la diète japonaise et « shadow » ministre des Affaires étrangères du Parti démocrate du Japon (PDJ). Il y effectuait des analyses de politique étrangère et des recherches sur les relations entre le Japon et les États-Unis.

Tobias Harris a tiré parti d'une période de *fellowship* au sein de la Sasakawa Peace Foundation des États-Unis, de 2014 à 2020, pour écrire ce premier livre *L'Iconoclaste, Shinzo Abe et le nouveau Japon*, consacré au parcours politique de Shinzo Abe. Mais cet ouvrage dense, organisé en dix-huit chapitres et pourvu d'un cahier photos, constitue davantage qu'une biographie classique même si le parcours politique de Shinzo Abe, héritier d'une famille politique liée à l'histoire du pays, premier et plus jeune Premier ministre du Japon de l'après-guerre, y est méticuleusement décrit. Il y est notamment salué pour son habileté politique et reconnu comme le Premier ministre dont la popularité lui aura permis de présider le plus longtemps à la direction des affaires du pays, de 2012 à 2020. Mais le livre prend également la mesure de ce qui constitue l'héritage le plus visible des années Abe, soit le repositionnement d'un nouveau Japon, acteur moteur de la scène régionale et internationale, et partenaire stratégique majeur et recherché à l'ère de la rivalité sino-américaine. Cet ancrage international, à rebours de l'image d'un Japon en déclin, est sans nul doute dû au volontarisme et à l'engagement diplomatique pro-actif de Shinzo Abe autour du narratif d'un Indo-Pacifique libre et ouvert qu'il a eu l'habileté de faire partager par des puissances de premier plan dont l'Inde et l'Australie, ce que Tobias Harris décrit comme la « doctrine Abe ». En cela, Shinzo Abe peut être perçu comme « iconoclaste ».

Dans un article du *Nikkei Asia* en date du 30 août 2020, Tobias Harris avait ainsi présenté Shinzo Abe comme un « globaliste », c'est-à-dire un dirigeant aux antipodes de l'image classique d'hiérarque du Parti libéral démocrate (PLD), parti gouvernemental qui domine la vie politique japonaise depuis la fin de la guerre, conservateur et néo-nationaliste. Une étiquette que le pragmatisme actif de Shinzo Abe lui aura permis de partiellement effacer.

L'auteur prend ainsi pour exemple les efforts de Shinzo Abe pour ouvrir le Japon au commerce international notamment en convainquant le PLD de rejoindre le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), un accord multilatéral de libre échange rassemblant 12 pays. Le retrait américain du traité, décidé par Donald Trump dès 2016, verra le Premier ministre japonais mettre toute son énergie à conclure un nouvel accord, le *Comprehensive and Progressive Agreement for the Trans-Pacific* (CPTPP), avec les 11 pays restant dont l'Australie, le Canada et Singapour, puis à conclure la signature d'un accord commercial avec l'UE en 2019. De la même façon, Shinzo Abe s'est efforcé d'ouvrir l'archipel aux visiteurs et aux travailleurs étrangers par le biais

d'une immigration contrôlée, tout en promouvant le tourisme, afin de faciliter la tenue des Jeux olympiques de Tokyo, désormais repoussés à 2021 en raison de la Covid-19. Cette internationalisation de l'archipel, en partie suscitée par la montée en puissance économique d'un voisin chinois de plus en plus agressif, témoigne d'une vision du monde teintée de *realpolitik*. Face à un archipel à la démographie déclinante, Abe n'a pas d'autre choix que de rechercher de nouveaux débouchés commerciaux et d'attirer une main-d'œuvre étrangère.

Pour autant, lorsqu'Abe est nommé pour la première fois Premier ministre en 2006, il apparaît comme l'héritier d'une lignée conservatrice, en la personne de son grand-père, Nobusuke Kishi, lui-même ancien Premier ministre de 1957 à 1960, et de son père, Shintaro Abe, ancien ministre des Affaires étrangères. Il se positionne ainsi comme le leader d'une génération du PLD en faveur d'une alliance militaire forte avec les États-Unis et dont les vues sur le passé de l'archipel, symbolisées par ses visites au temple de Yasukuni, seront perçues comme révisionnistes par la Chine et les deux Corées, unis dans une même condamnation d'un passé impérial sur lequel Shinzo Abe porte un regard « décomplexé ». Il devra cependant démissionner après un an, affaibli par des scandales au sein de son parti. Son retour en 2012, montre un Abe moins idéologue, prenant souvent à revers la frange la plus conservatrice de son propre parti pour faire admettre ses réformes économiques mais aussi accroître le pouvoir du Premier ministre et de son cabinet pour lutter contre les luttes de factions et l'emprise des « bureaucrates » que Tobias Harris décrypte avec précision.

L'auteur revient longuement sur l'une des priorités que Shinzo Abe s'était fixée pour l'exercice de son mandat, soit la poursuite de la normalisation diplomatique-militaire de l'archipel et la légitimation des Forces d'autodéfense (FAD), ce que son exceptionnelle longévité à son poste lui aura permis en partie de conduire. Il fait notamment adopter une Stratégie de sécurité nationale et le concept de « pacifisme pro-actif » en 2013, suivi par la mise en place d'un Conseil de sécurité nationale au sein du Cabinet du Premier ministre. Ce mécanisme qui permet à la politique étrangère de Tokyo de gagner en lisibilité et en visibilité est à l'origine du narratif sur l'Indo-Pacifique libre et ouvert, *Free and Open Indo-Pacific* (FOIP), repris par l'administration Trump, l'Inde et l'Australie et que d'aucuns considèrent comme la signature et le legs stratégique le plus important de l'ère Abe. Destiné à faire contrepoids à une Chine conquérante et à son expansion maritime sans limite en mer de Chine du Sud et en mer de l'Est dans les approches japonaises, cette vision propose l'intégration

d'un ensemble indo-pacifique, organisé de l'océan Indien au Pacifique avec l'ASEAN en son centre, sur la base de valeurs libérales c'est-à-dire un État de droit, la liberté de navigation et l'économie de marché.

Enfin, Shinzo Abe fait adopter les lois sur la sécurité en 2015, non sans remous au sein de l'opinion publique du pays. Celles-ci permettent, sous conditions, l'exercice de la légitime défense collective, c'est-à-dire la possibilité pour les forces japonaises de porter secours à un allié. Pourtant il échouera à faire reconnaître la constitutionnalité des FAD, ce qui aurait impliqué une révision de la Constitution et de son article 9 qui stipule que le Japon renonce à l'usage de la force dans les relations internationales et à l'entretien de forces armées. Comme l'explique Tobias Harris, bien qu'en position de force au sein des deux chambres du parlement japonais et bien qu'ayant longuement préparé les esprits à une modification de la Constitution, Shinzo Abe hésite à lancer un débat politique interne et plus encore à se risquer à un référendum national.

La postface du livre s'achève sur une année 2020 qui aurait dû être prometteuse pour Shinzo Abe, tout entier impliqué dans la préparation des Jeux olympiques de Tokyo, à ses yeux symbole de la renaissance de l'archipel, mais que la Covid-19 et ses problèmes de santé récurrents vont gâcher. Affaibli par la maladie, Shinzo Abe doit démissionner fin août, laissant l'ouvrage de Tobias Harris se terminer sur une profonde note d'incertitude et la fragilité d'une démocratie décrite comme « post-populiste » mais rattrapée par son inéluctable vieillissement. Reste l'intérêt d'une biographie politique passionnante en ce qu'elle éclaire, à travers la trajectoire d'un Premier ministre opiniâtre et par bien des côtés singulier, sinon « iconoclaste », le fonctionnement interne d'une démocratie parlementaire moderne qui reste aux mains d'une génération politique vivant en vase clos. Pour autant et même si Tobias Harris évoque une doctrine Abe, on peut s'interroger sur l'inscription dans le temps long de l'influence de Shinzo Abe sur la vie politique japonaise et se demander si celle-ci méritait une biographie. La tentation est grande de faire le rapprochement avec Shigeru Yoshida, figure tutélaire du Japon de l'après-guerre et de la période de reconstruction du pays alors que les enjeux de souveraineté étaient cruciaux pour l'avenir régional et international de l'archipel. Premier ministre par deux fois à l'instar de Shinzo Abe, une première fois brièvement puis de 1948 à 1954, soit six ans, Shigeru Yoshida s'est imposé durablement dans les mémoires et les manuels de science politique au titre de la doctrine Yoshida. Celle-ci stipulait que le Japon post-1945 devait se concentrer sur la puis-

sance économique et s'en remettre aux États-Unis pour assurer sa sécurité. Vivement remise en question dans les années 1990, au regard de la dépendance stratégique qu'elle impliquait vis-à-vis d'un grand allié américain jugé paralysant, elle a cependant permis au Japon d'accéder au statut de puissance économique de premier plan. Un statut que l'archipel conserve encore aujourd'hui.

Marianne PÉRON-DOISE,
Chercheuse Asie du Nord,
stratégie et sécurité maritimes

À VENIR

13 janvier : Round table « [2020-US Presidential elections and Alliances in Northeast Asia](#) ».



The US alliance and relations between partners (Japan-ROK) faced many challenges and tensions under the Trump administration partly due to Donald Trump handling of the "burden sharing issue," the Sumitries policy with North Korea and diverging attitude toward China. The speakers will consider how Donald's trump approach to the Northeast Asia strategic landscape has impacted Japan and South Korea defense and foreign policy and the North Korea leadership. They will explore the policy implications of the recent US elections for Japan, South Korea and the perspective for US-North Korea relations.

Dr [Maud Quessard](#), IRSEM: "Introduction and Presentation."

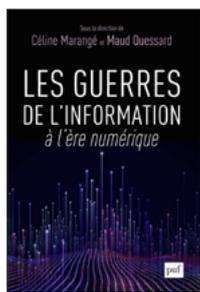
Ambassador Nobushige Takamizawa, Former Japan Permanent Representative to the Conference of Disarmament: "Japan Defense Strategy and the US-Japan Alliance."

CDR [Marianne Péron-Doise](#), *Research Fellow, Northeast Asia, Maritime Security, IRSEM: "South Korea Defense Strategy and the US-Korea Alliance."*

Dr Théo Clément, *Research Fellow, Research Center on Korea, École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), "North Korea leadership and the new US administration."*

À PARAÎTRE

13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles

possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

[Maxime Audinet](#) (chercheur Stratégies d'influence et de désinformation) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ») : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».